



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET DE LOI DE FINANCES
GESTION 2024

DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES 2024-2026

MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET
DES FINANCES

SEPTEMBRE 2023



SOMMAIRE

Introduction.....	1
1. Contexte d'élaboration du DPPD	2
1.1 Présentation du secteur et de la mission du ministère	2
1.2 Analyse diagnostique, objectifs de développement et stratégies du ministère	3
1.3 Traduction budgétaire de la stratégie ministérielle 2024 – 2026	6
2. Présentation des programmes	8
2.1 Programme 1 - Pilotage et soutien aux services du MEF	8
2.2 Programme 2 - Gestion du cadre macroéconomique	28
2.3 Programme 3 - Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	39
2.4 Programme 4 - Gestion des dépenses publiques	52
2.5 Programme 5 - Gestion des biens de l'Etat et du foncier.....	65
Conclusion	73

INTRODUCTION

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a entrepris depuis une décennie avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, une réforme budgétaire axée sur la performance. Cette approche de gestion, renforcée par le vote et la promulgation de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF), établit une cohérence parfaite entre les objectifs, les stratégies sectorielles, les indicateurs et leurs cibles et les ressources budgétaires à travers la mise en place d'outils de programmation et de suivi-évaluation dont le Document de Programmation Pluriannuelle de Dépenses (DPPD) et les Projets Annuels de Performance (PAP).

Le DPPD 2024-2026 est structuré en deux (02) parties. La première présente le contexte d'élaboration du DPPD à travers la présentation du secteur et la mission du ministère, l'analyse diagnostique et ses objectifs et stratégies de développement et la traduction budgétaire de la stratégie ministérielle sur le triennal. La deuxième partie présente outre les caractéristiques de chaque programme (précis stratégique, cartographie, cadre de performance et indicateurs), la ventilation des ressources et emplois affectés au programme.

La stratégie de développement du ministère est déclinée en cinq (05) programmes à savoir :

Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du ministère ;

Programme 2 : Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier ;

Programme 3 : Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat ;

Programme 4 : Gestion des dépenses publiques ;

Programme 5 : Gestion des biens de l'Etat et du foncier.

Outre ces cinq (05) programmes, le MEF dispose d'un budget annexe (Programme Assurance Retraite), de deux (02) comptes d'affectation spéciale (Modernisation des régies financières et Prévention et gestion des catastrophes) et de trois (03) dotations à savoir (i) Dotation pour la couverture des défauts de remboursements ou appels en garantie, (ii) Dotations pour les charges financières de la dette de l'Etat et (iii) Dotation pour les dépenses accidentelles et imprévisibles.

Le présent DPPD couvre uniquement les cinq (05) programmes du budget général cités plus-haut.

1. Contexte d'élaboration du DPPD

1.1. Présentation du secteur et de la mission du ministère

1.1.1. Missions et attributions

Le Ministère de l'Economie et des Finances a pour mission la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique générale de l'Etat en matière économique, financière et monétaire et en matière de constitution et de conservation du patrimoine foncier et immobilier de l'Etat. A ce titre, il est chargé :

- de la mobilisation de ressources ;
- du contrôle des finances publiques ;
- de la mise en œuvre de la réforme des finances publiques et de maîtrise de l'environnement macroéconomique ;
- de la gestion et la sécurisation foncière et du patrimoine de l'Etat ;
- de la dénationalisation des entreprises publiques et semi-publiques.

A cet égard, ce département ministériel est l'une des pièces maîtresses du dispositif institutionnel de concrétisation de la vision du Gouvernement qui est de faire du Bénin, un pays à économie prospère où la pauvreté et les "inégalités " sont sensiblement réduites. En effet, il incombe principalement au Ministère de l'Economie et des Finances, l'obligation de mobiliser par des stratégies et mécanismes appropriés, les ressources financières nécessaires à l'exécution efficace des projets découlant du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) et du Plan National de Développement (PND).

Ainsi, se fondant sur les orientations stratégiques de développement contenues dans ces documents, les interventions du Ministère de l'Economie et des Finances visent essentiellement (i) l'accélération durable de la croissance, (ii) le suivi et la consolidation du cadre macroéconomique et monétaire et (iii) le renforcement de la gouvernance financière.

1.1.2. Politiques publiques

Avec la réélection du Président Patrice TALON en avril 2021, le peuple béninois a opté pour la poursuite de la « rupture ». La mise en place du Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026 indique clairement la volonté du gouvernement de relever les défis d'accélération du rythme de création de la richesse nationale pour une amélioration significative des conditions de vie des populations; ceci en : a) intensifiant la construction des infrastructures modernes de transport et de logistique ; b) réalisant l'autonomie énergétique ; c) accroissant les investissements dans les infrastructures et services

numériques ; d) consolidant les performances du secteur agricole ; e) promouvant le patrimoine culturel national, l'art et l'artisanat ; f) faisant du Bénin, une destination touristique majeure du continent et du monde; g) stimulant l'industrialisation ; h) promouvant la création d'emplois durables pour les jeunes et les femmes.

Pour impulser et conduire efficacement une telle orientation économique, il importe pour le Ministère de l'Economie et des Finances de mettre en place un cadre macroéconomique sain dont le pilotage permet de réaliser les Objectifs de Développement Durable et la bonne gouvernance à travers :

- l'amélioration du système de gestion des finances publiques avec en toile de fond la mise en œuvre de la LOLF ;
- la surveillance de la conjoncture économique et financière ;
- la mise en œuvre et le suivi des réformes structurelles, économiques et budgétaires adéquates.

Il faut rappeler que le principe d'égalité entre les deux sexes a été reconnu au plan constitutionnel, pour la première fois au Bénin, par la loi fondamentale de 1977 en son article 124 et plus tard par l'article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990, qui est venu confirmer cette disposition juridique en ces termes « l'État assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit... ».

Adoptée en 2009, la Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG) a pour objectif global de réaliser au Bénin d'ici 2025, l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes en vue d'un développement humain durable.

1.2. Analyse diagnostique, objectifs de développement et stratégies du ministère

1.2.1. Analyse diagnostique (les enjeux et défis) et vision

Le présent DPPD est élaboré dans un contexte sociopolitique et budgétaire caractérisé par (i) la pandémie de la COVID-19 et ses corollaires sur l'économie, (ii) la guerre Russo-Ukrainienne, (iii) l'accélération des réformes institutionnelles et budgétaires en liaison avec les orientations du PAG 2.

La bonne trajectoire de la croissance du Bénin depuis 2016 est impactée par cette double crise sanitaire et économique internationale en 2020. Le taux de croissance enregistre un ralentissement pour ressortir à 3,8% contre une prévision initiale de 7,6% tandis que le déficit budgétaire se creuse à 4,7% du PIB, au-delà de la norme communautaire de 3,0% du PIB. En 2021 la croissance a repris sa trajectoire d'avant COVID-19. Le taux de croissance se serait établie à 7,2% contre une prévision de 7%. En 2022, le taux de croissance est revu à 5,7% contre une prévision initiale de 7% au budget 2022. Cette révision à la baisse est due aux effets de la guerre en Ukraine qui a accentué la crise inflationniste post-COVID. Selon le scénario de référence, le taux de croissance s'afficherait à 6,2% et s'établirait à 6% à l'horizon

2025.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une accentuation du déficit global (dons compris) qui est ressorti à 5,7 en 2021 contre 4,7% du PIB en 2020 et 0,5% en 2019. Cette accentuation du déficit est due au COVID-19 qui a un effet progressif sur les dépenses. En 2022, le déficit global représenterait 5,5% du PIB. En 2023, il s'afficherait à 4,3% et s'établirait à 2,9% à partir de 2024.

En matière de convergence, le critère clé ainsi que les deux critères de second rang n'ont pas été respectés en 2018. En 2019, tous les trois critères de premier rang ont été respectés.

Ce diagnostic appelle certains défis à savoir :

- l'identification et la mise en œuvre de mesures visant à optimiser la mobilisation des ressources financières en vue du financement des projets de développement ;
- la réduction des incertitudes liées à l'évolution de l'environnement économique national et international par la proposition de stratégies adéquates ;
- l'assainissement de la gestion des dépenses publiques et la reddition des comptes ;
- le renforcement de la pratique de la gestion axée sur les résultats.

Au niveau transversal, notre ministère coordonne la réforme budgétaire axée sur la performance avec la prise en compte des dimensions transversales (Genre, Climat, Objectifs de Développement Durable) dans le pilotage des dépenses et la politique fiscale. C'est à ce titre que l'initiative de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est pilotée par le Ministère de l'Economie et des Finances. Pour ce faire il est mis en place un comité BSG à la Direction générale du Budget, bras opérationnel de la stratégie BSG en collaboration avec les autres parties prenantes.

Dans le cadre de la prise en compte du genre au niveau de notre secteur, le diagnostic sur les inégalités de genre dans le secteur de l'Economie et des Finances élaboré en 2013 n'a pas pris en compte les cinq (05) programmes du DPPD mais a révélé que sur un effectif global de 3470 agents identifiés au cours du diagnostic participatif, on dénombre 898 femmes contre 2572 hommes, soit respectivement 25,88% contre 74,12%. En dépit de la légère amélioration de la situation en 2021 où les femmes représentent 27,12% du personnel du ministère, les chiffres démontrent la persistance des inégalités significatives entre hommes et femmes en termes d'effectifs au sein du ministère.

De plus, les programmes métiers du secteur ne font pas entrevoir aisément les situations éventuelles d'inégalités autres que la représentativité des sexes dans la sphère décisionnelle. C'est donc pour faciliter l'avancée du secteur dans le processus de Budgétisation Sensible au Genre qu'une étude diagnostique est en cours de réalisation. Ce diagnostic approfondi sur le périmètre des programmes permettra de mieux orienter les mesures de politique économique, budgétaire et de gestion de

patrimoine en général.

1.2.2. Objectifs de développement, axes stratégiques

Au regard de sa mission et de ses attributions, l'objectif poursuivi par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) en 2024 est de « définir et mettre en place les conditions optimales de développement économique et financier du pays ». De façon spécifique, il s'agit de :

- promouvoir une administration de développement au service des usagers ;
- soutenir la transformation structurelle de l'économie et le retour à l'équilibre budgétaire à travers la veille économique, la mobilisation stratégique des ressources et le renforcement de l'efficacité des ressources publiques ;
- sécuriser le patrimoine de l'État et le foncier national.

A cet effet, les interventions du MEF s'inscrivent dans la réalisation des axes stratégiques ci-après :

Axe 1 : l'amélioration des conditions de travail et des services rendus aux usagers ;

Axe 2 : le renforcement de l'imputabilité et de l'efficacité des ressources ;

Axe 3 : la gestion efficace du cadre macroéconomique ;

Axe 4 : la promotion d'une fiscalité équitable, simple et compétitive ;

Axe 5 : l'assainissement des finances publiques ;

Axe 6 : l'amélioration de la gouvernance des sociétés d'État ;

Axe 7 : l'encadrement du secteur financier ;

Axe 8 : la sécurisation du domaine et du foncier ;

Axe 9 : la rationalisation de la gestion des biens de l'État ;

Axe 10 : le renforcement de la protection sociale des agents de l'Etat.

Ainsi, la stratégie de développement du ministère est déclinée en cinq (05) programmes qui procèdent, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes induites par la LOLF, d'une refonte totale de la structure de programme initiale pour prendre en compte les nouvelles dynamiques du département ministériel. Il s'agit des programmes ci-après :

Programme 1 : Pilotage et soutien aux services ;

Programme 2 : Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier ;

Programme 3 : Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat ;

Programme 4 : Gestion des dépenses publiques ;

Programme 5 : Gestion des biens de l'Etat et du foncier.

1.3. Traduction budgétaire de la stratégie ministérielle 2024 - 2026 (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	6 769 333 000	30 786 096 000	13 733 126 744	40 436 583 251
Personnel	0	0	0	0	0	10 679 198 000	0	17 043 073 084
Biens et services	0	0	0	0	0	5 384 298 000	0	9 509 918 167
Transfert courant	0	0	0	0	0	7 953 267 000	0	4 689 974 000
Investissements	0	0	0	0	6 769 333 000	6 769 333 000	13 733 126 744	9 193 618 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	6 769 333 000	6 769 333 000	12 033 126 744	7 493 618 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	1 700 000 000	1 700 000 000
Total des ressources	0	0	0	0	6 769 333 000	30 786 096 000	13 733 126 744	40 436 583 251
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	6 769 333 000	30 786 096 000	13 733 126 744	40 436 583 251
Contributions budgétaires	0	0	0	0	6 769 333 000	30 786 096 000	13 733 126 744	40 436 583 251
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	13 733 126 744	40 436 583 251	20 504 636 000	52 674 378 702	3 195 947 000	54 252 457 119	2 396 960 000	52 652 613 610
Personnel	0	17 043 073 084	0	23 558 731 710	0	25 236 810 119	0	26 636 966 610
Biens et services	0	9 509 918 167	0	9 325 672 992	0	9 325 673 000	0	9 325 673 000
Transfert courant	0	4 689 974 000	0	12 389 974 000	0	12 389 974 000	0	12 389 974 000
Investissements	13 733 126 744	9 193 618 000	20 504 636 000	7 400 000 000	3 195 947 000	7 300 000 000	2 396 960 000	4 300 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	12 033 126 744	7 493 618 000	10 095 911 000	2 400 000 000	1 195 947 000	2 300 000 000	1 396 960 000	1 800 000 000
Transferts en capital	1 700 000 000	1 700 000 000	10 408 725 000	5 000 000 000	2 000 000 000	5 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000
Total des ressources	13 733 126 744	40 436 583 251	12 396 960 000	52 674 378 702	3 195 947 000	54 252 457 119	2 396 960 000	52 652 613 610
I- Ressources intérieures	13 733 126 744	40 436 583 251	12 396 960 000	52 674 378 702	3 195 947 000	54 252 457 119	2 396 960 000	52 652 613 610
Contributions budgétaires	13 733 126 744	40 436 583 251	12 396 960 000	52 674 378 702	3 195 947 000	54 252 457 119	2 396 960 000	52 652 613 610
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Présentation des programmes

2.1. Programme 1 - PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MEF

2.1.1. Précis stratégique du programme

2.1.1.1. Analyse stratégique

2.1.1.1.1. Politique publique mise en oeuvre

Le programme « Pilotage et soutien aux services du ministère » est formulé pour accompagner les Programmes métiers à atteindre leurs objectifs.

2.1.1.1.2. Finalités du programme

Le programme vise essentiellement le cadre réglementaire et l'appui à la mise en oeuvre des programmes métiers.

2.1.1.1.3. Diagnostic stratégique

2.1.1.1.3.1. Forces

- Existence d'un dispositif organisationnel du ministère balisant les attributions de chaque structure ;
- Existence d'un dispositif de suivi-évaluation fonctionnel ;
- Présence au niveau des différentes structures de cadres capables de les animer.

2.1.1.1.3.2. Faiblesses

- la faible coordination des activités du ministère ;
- des conditions inappropriées de travail de certaines structures notamment celles des structures déconcentrées du ministère ;
- l'inefficacité du système d'information et de gestion des savoirs.

2.1.1.2. Enjeux et perspectives

2.1.1.2.1. Enjeux du programme

Ils se résument à la bonne gouvernance des politiques publiques liées à l'économie et aux finances.

2.1.1.2.2. Perspectives

- Renforcer les capacités de planification et de coordination des activités du ministère ;
- Améliorer la gestion des ressources et la sécurité du ministère ;
- Moderniser le système d'information et de gestion des savoirs du ministère.

2.1.1.3. Axes stratégiques

Les axes stratégiques qui portent le programme sont :

Axe 1 : l'amélioration des conditions de travail et des services rendus aux usagers ;

Axe 2 : le renforcement de l'imputabilité et de l'efficacité des ressources du ministère.

2.1.1.4. Présentation des actions constitutives du programme

Actions	Unités administratives
Action 1 : Pilotage et coordination des interventions	CABINET DU MINISTRE SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE
Action 2 : Planification et Suivi-évaluation des interventions du ministère	DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE
Action 3 : Gestion des ressources du ministère	DELEGATION AU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS
Action 4 : Gestion des systèmes d'informations et des connaissances	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DU PREARCHIVAGE

2.1.2. Cartographie du programme et brève présentation du Responsable du Programme

2.1.2.1. Cartographie du programme

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	CAB - CABINET DU MINISTRE DAF - DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES DCMP - DELEGATION AU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS DIP - DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DU PREARCHIVAGE DPP - DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE PRMP - PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS SGM - SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE
Organisme sous tutelle directe	
Organismes privés et ONGs subventionnées	
Projets PIP	
Projets Hors PIP	

2.1.2.2. Présentation du Responsable de Programme

Nom et prénom(s) : HOUNKANRIN H. Hermann Paterson

Profil et poste occupé : Administrateur des Services Financiers, DAF/MEF

2.1.3. Cadre de performance du programme

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Elaborer les documents de programmation et de budgétisation	Nombre de documents budgétaires élaborés	Les documents de programmation et de budgétisation sont élaborés	Rapport d'activités	
Renforcer du système de suivi-évaluation	Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	Le système de suivi-évaluation est renforcé	Rapport d'activité	

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Renforcer du système de suivi-évaluation	Nombre de missions de suivi réalisées	Le système de suivi-évaluation est renforcé	Rapports de mission	
Renforcer les capacités d'analyse stratégique et le système statistique sectoriel	Niveau de satisfaction des utilisateurs du SIIS	Les capacités d'analyse stratégique et le système statistique sectoriel sont renforcés	Rapports d'activité	
Renforcer la prise en compte des thématiques genre et environnement du ministère	Nombre d'agents formés sur les thématiques genre et environnement	La prise en compte des thématiques genre et environnement du ministère est renforcée	Rapports d'activité	
Construire des bâtiments au profit des régies financières	Nombre de bâtiments construits	Les bâtiments au profit des régies financières sont construits	Rapports d'activités	
Eviter l'accumulation des arriérés de primes pour les agents de sécurité	Ecart absolu entre le montant total des primes dues et celui des primes payés Pourcentage des agents ayant reçu leurs primes	L'accumulation des arriérés de primes pour les agents de sécurité est évitée	Rapports d'activités	
Assurer le bon fonctionnement du PAGE	Taux d'exécution physique du PAGE Taux d'exécution financière du PAGE	Le bon fonctionnement du PAGE est assuré	Rapports d'activités	
Assurer le bon fonctionnement des services du SGM	Taux de consommation de crédits	Le bon fonctionnement des services du SGM est assuré	Rapports d'activités	
Renforcer les capacités des ressources humaines du ministère	Proportion des agents formés	Les capacités des ressources humaines du ministère sont renforcées	Rapports d'activités	
Assurer la prise en charge de certaines dépenses transversales	Taux d'exécution financière (base ordonnancement)	La prise en charge de certaines dépenses transversales est assurée	Rapports d'activités	
Doter les structures du ministère les moyens matériels nécessaires à leur fonctionnement	Taux d'exécution financière (base ordonnancement)	Les structures du ministère les moyens matériels nécessaires à leur fonctionnement sont dotées	Rapports d'activités	
Assurer l'entretien et la maintenance des matériels et mobiliers du ministère	Taux d'exécution physique	l'entretien et la maintenance des matériels et mobiliers du ministère est assuré	Rapports d'activités	
Elaborer le budget du ministère	Nombre de documents élaborés	le budget du ministère est élaboré	Rapports d'activités	

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Renforcer la gouvernance de la DAF	Taux de mise en oeuvre du plan d'équipement	la gouvernance de la DAF est renforcée	Rapports d'activités	
Renforcer la gestion des stocks	Nombre d'inventaires tenus au cours de l'année	la gestion des stocks est renforcée	Rapports d'activités	
Renforcer le système de gestion des marchés publics du ministère	Nombre de mission de suivi de l'exécution des marchés réalisées	le système de gestion des marchés publics du ministère est renforcé	Rapports d'activités	
	Proportion de demandes de cotations contrôlées			
Assurer la continuité des services du Datacenter	Nombre de pannes observées sur le Datacenter au cours de l'année	la continuité des services du Datacenter est assurée	Rapports d'activités	
Se conformer à la politique nationale des archives	Nombre de structures du MEF ayant des archives en mauvais état	la politique nationale des archives est conforme	Rapports d'activités	
Accroître les compétences des informaticiens	Nombre d'informaticiens dont les compétences sont améliorées	les compétences des informaticiens sont accrues	Rapports d'activités	
Accroître la présence de la DSI auprès des autres structures	Nombre de structures du MEF appréciant les interventions de la DSI	la présence de la DSI auprès des autres structures est accrue	Rapports d'activités	
Dématérialiser les services rendus aux usagers/clients	Nombre de services dématérialisés	les services rendus aux usagers/clients sont dématérialisés	Rapports d'activités	
Objectif global: Améliorer les performances des structures du Ministère	Niveau de satisfaction des usagers/clients du ministère	Les usagers/clients sont satisfaits des prestations à eux offertes	Rapports d'activités	
Renforcer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère	Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	Le système de planification et de suivi et l'évaluation des interventions du ministère est renforcé	Rapports d'activités	

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Renforcer l'administration et la coordination des interventions du	Taux d'exécution du plan d'action annuelle de réformes des finances publiques	L'administration et la coordination des interventions du ministère sont	Rapports d'activités	
Rationaliser la gestion des ressources du ministère	Taux de mise en oeuvre du plan d'équipement du ministère	La gestion des ressources du ministère est rationalisé	Rapports d'activités	
	Taux de consommation des crédits (engagement & ordonnancement)			
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère			
Améliorer les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère	Niveau de satisfaction des usagers/ clients vis-à-vis des services numériques offerts	Les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère sont améliorés	Rapports d'activités	
	Taux de respect des règles de gestion de la documentation par les structures du ministère			
Objectif spécifique 1: Renforcer les capacités d'administration et de coordination des interventions du ministère	Taux d'exécution du plan d'action annuelle de réformes des finances publiques	Les capacités d'administration et de coordination des interventions du ministère sont renforcées	Rapports d'activités	
Objectif spécifique 2: Améliorer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère	Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	Le système de planification et de suivi et l'évaluation des interventions du ministère est renforcé	Rapports d'activités	
Objectif spécifique 3: Optimiser la gestion des ressources du ministère	taux de mise en oeuvre du plan d'équipement du ministère	La gestion des ressources du ministère est optimisée	Rapport d'activités DAF	
	Taux de consommation des crédits (engagement)		Rapports d'activités	
	Taux de consommation des crédits (ordonnancement)			
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère			

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif spécifique 4: Moderniser les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère	Taux de respect des règles de gestion de la documentation par les structures du ministère	Les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du Ministère sont performants	Rapport d'activités DIP	
	Niveau de satisfaction des usagers/ clients vis-à-vis des services numériques offerts		Rapports d'activités	

2.1.4. Indicateurs de programme et leur évolution

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
PROGRAMME :026 - PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MEF								
Objectif stratégique : Améliorer les performances des structures du Ministère								
Objectif spécifique : Renforcer les capacités d'administration et de coordination des interventions du ministère								
Taux d'exécution du plan d'action annuelle de réformes des finances publiques	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique : Améliorer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère								
Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique : Optimiser la gestion des ressources du ministère								
taux de mise en oeuvre du plan d'équipement du	%	60	-	-	-	60	80	100

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
ministère								
SOURCE	:	Rapport d'activités DAF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Taux de consommation des crédits (engagement)	%	63,13	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Taux de consommation des crédits (ordonnancement)	%	49,61	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	PRMP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Moderniser les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère								
Taux de respect des règles de gestion de la documentation par les structures du ministère	%	90	-	-	-	90	90	90
SOURCE	:	Rapport d'activités DIP						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DIP						
OBSERVATIONS	:							

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Niveau de satisfaction des usagers/clients vis-à-vis des services numériques offerts	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DIP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Améliorer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère								
Objectif spécifique :Renforcer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère								
Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Renforcer les capacités d'administration et de coordination des interventions du ministère								
Objectif spécifique :Renforcer l'administration et la coordination des interventions du ministère								
Taux d'exécution du plan d'action annuelle de réformes des finances publiques	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Optimiser la gestion des ressources du ministère								
Objectif spécifique :Rationnaliser la gestion des ressources du ministère								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de mise en oeuvre du plan d'équipement du ministère	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Taux de consommation des crédits (engagement & ordonnancement)	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	PRMP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Moderniser les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère								
Objectif spécifique :Améliorer les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère								
Niveau de satisfaction des usagers/clients vis-à-vis des services numériques offerts	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de respect des règles de gestion de la documentation par les structures du ministère	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Renforcer la gestion du système de planification et de suivi-évaluation du ministère								
Objectif spécifique :Elaborer les documents de programmation et de budgétisation								
Nombre de documents budgétaires élaborés	Nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapport d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Renforcer du système de suivi-évaluation								
Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues du PTA du ministère	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapport d'activité						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Nombre de missions de suivi réalisées	Nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports de mission						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Renforcer les capacités d'analyse stratégique et le système statistique sectoriel								
Niveau de satisfaction des utilisateurs du SIIS	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activité						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Objectif spécifique :Renforcer la prise en compte des thématiques genre et environnement du ministère								
Nombre d'agents formés sur les thématiques genre et environnement	Nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activité						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DPP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Renforcer l'administration et la coordination des interventions du ministère								
Objectif spécifique :Construire des bâtiments au profit des régies financières								
Nombre de bâtiments construits	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Eviter l'accumulation des arriérés de primes pour les agents de sécurité								
Ecart absolu entre le montant total des primes dues et celui des primes payés	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Pourcentage des agents ayant reçu leurs primes	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Assurer le bon fonctionnement du PAGE								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux d'exécution physique du PAGE	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Taux d'exécution financière du PAGE	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	SGM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Assurer le bon fonctionnement des services du SGM								
Taux de consommation de crédits	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	GM						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Rationnaliser la gestion des ressources du ministère								
Objectif spécifique :Renforcer les capacités des ressources humaines du ministère								
Proportion des agents formés	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Assurer la prise en charge de certaines dépenses transversales								
Taux d'exécution financière (base ordonnancement)	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Doter les structures du ministère les moyens matériels nécessaires à leur fonctionnement								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux d'exécution financière (base ordonnancement)	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Assurer l'entretien et la maintenance des matériels et mobiliers du ministère								
Taux d'exécution physique	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Elaborer le budget du ministère								
Nombre de documents élaborés	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Renforcer la gouvernance de la DAF								
Taux de mise en oeuvre du plan d'équipement	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Renforcer la gestion des stocks								
Nombre d'inventaires tenus au cours de l'année	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DAF						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Renforcer le système de gestion des marchés publics du ministère								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Nombre de mission de suivi de l'exécution des marchés réalisés	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	PRMP						
OBSERVATIONS	:							
Proportion de demandes de cotations contrôlées	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	CCMP						
OBSERVATIONS	:							
Objectif stratégique :Améliorer les systèmes d'informations et de gestion des connaissances du ministère								
Objectif spécifique :Assurer la continuité des services du Datacenter								
Nombre de pannes observées sur le Datacenter au cours de l'année	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Se conformer à la politique nationale des archives								
Nombre de structures du MEF ayant des archives en mauvais état	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Accroitre les compétences des informaticiens								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Nombre d'informaticiens dont les compétences sont améliorées	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Accroître la présence de la DSI auprès des autres structures								
Nombre de structures du MEF appréciant les interventions de la DSI	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Dématiser les services rendus aux usagers/clients								
Nombre de services dématérialisés	nombre	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DSI						
OBSERVATIONS	:							

2.1.5. Répartition triennale des dépenses (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	2 600 000 000	6 652 143 000	4 596 118 145	8 182 669 195
Personnel	0	0	0	0	0	728 580 000	0	1 118 969 028
Biens et services	0	0	0	0	0	3 323 563 000	0	4 363 700 167
Transfert courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	0	0	0	2 600 000 000	2 600 000 000	4 596 118 145	2 700 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	2 600 000 000	2 600 000 000	4 596 118 145	2 700 000 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	0	0	0	0	2 600 000 000	6 652 143 000	4 596 118 145	8 182 669 195
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	2 600 000 000	6 652 143 000	4 596 118 145	8 182 669 195
Contributions budgétaires	0	0	0	0	2 600 000 000	6 652 143 000	4 596 118 145	8 182 669 195
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	4 596 118 145	8 182 669 195	7 507 351 000	8 431 108 871	1 100 000 000	8 460 558 351	1 100 000 000	8 068 568 519
Personnel	0	1 118 969 028	0	2 035 007 871	0	2 164 457 351	0	2 272 467 519
Biens et services	0	4 363 700 167	0	4 196 101 000	0	4 196 101 000	0	4 196 101 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements	4 596 118 145	2 700 000 000	7 507 351 000	2 200 000 000	1 100 000 000	2 100 000 000	1 100 000 000	1 600 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	4 596 118 145	2 700 000 000	3 010 391 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Transferts en capital	0	0	4 496 960 000	2 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000
Total des ressources	4 596 118 145	8 182 669 195	4 696 960 000	8 431 108 871	1 100 000 000	8 460 558 351	1 100 000 000	8 068 568 519
I- Ressources intérieures	4 596 118 145	8 182 669 195	4 696 960 000	8 431 108 871	1 100 000 000	8 460 558 351	1 100 000 000	8 068 568 519
Contributions budgétaires	4 596 118 145	8 182 669 195	4 696 960 000	8 431 108 871	1 100 000 000	8 460 558 351	1 100 000 000	8 068 568 519
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2.1.6. Tableau d'évaluation financière (en FCFA)

Actions	2024						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
026001 - 026001-Pilotage et coordination des interventions	1 130 731 951	1 086 827 167	0	200 000 000	0	2 000 000 000	4 417 559 118
026002 - 026002-Planification et Suivi-évaluation des interventions du ministère	86 385 801	228 908 185	0	0	0	0	315 293 986
026003 - 026003-Gestion des ressources du ministère	526 370 186	2 647 394 120	0	0	0	0	3 173 764 306
026004 - 026004-Gestion des systèmes d'informations et des connaissances	291 519 933	232 971 528	0	0	0	0	524 491 461
Total	2 035 007 871	4 196 101 000	0	200 000 000	0	2 000 000 000	8 431 108 871

Actions	2025						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
026001 - 026001-Pilotage et coordination des interventions	1 193 600 040	1 086 827 167	0	100 000 000	0	2 000 000 000	4 380 427 207
026002 - 026002-Planification et Suivi-évaluation des interventions du ministère	92 746 147	228 908 185	0	0	0	0	321 654 332
026003 - 026003-Gestion des ressources du ministère	564 171 164	2 647 394 120	0	0	0	0	3 211 565 284
026004 - 026004-Gestion des systèmes d'informations et des connaissances	313 940 000	232 971 528	0	0	0	0	546 911 528
Total	2 164 457 351	4 196 101 000	0	100 000 000	0	2 000 000 000	8 460 558 351

Actions	2026						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
026001 - 026001-Pilotage et coordination des interventions	1 246 055 970	1 086 827 167	0	100 000 000	0	1 500 000 000	3 932 883 137
026002 - 026002-Planification et Suivi-évaluation des interventions du ministère	98 053 099	228 908 185	0	0	0	0	326 961 284
026003 - 026003-Gestion des ressources du ministère	595 711 576	2 647 394 120	0	0	0	0	3 243 105 696
026004 - 026004-Gestion des systèmes d'informations et des connaissances	332 646 874	232 971 528	0	0	0	0	565 618 402
Total	2 272 467 519	4 196 101 000	0	100 000 000	0	1 500 000 000	8 068 568 519

2.1.7. Evolution des emplois rémunérés affectés au programme

Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Justifications
A	60	58	56	89	85	84	
B	45	45	41	43	42	41	
C	33	31	29	19	19	18	
D	27	26	27	43	41	39	
E	13	13	13	16	15	14	
Total	178	173	166	210	202	196	

2.1.8. Rattachement des opérateurs publics au programme

2.2. Programme 2 - GESTION DU CADRE MACROECONOMIQUE ET DU SECTEUR FINANCIER

2.2.1. Précis stratégique du programme

2.2.1.1. Analyse stratégique

2.2.1.1.1. Politique publique mise en oeuvre

Le cadre macroéconomique est constitué de l'ensemble des comptes qui retracent l'état d'une économie. Dans cette optique, il vise à donner une image fidèle de l'économie, qui sert d'analyse et de formulation de politiques publiques. Il constitue également un outil d'évaluation de l'impact des chocs liés à certaines variables sur l'économie.

2.2.1.1.2. Finalités du programme

L'objectif global de ce programme est de consolider la stabilité du cadre macroéconomique en assurant d'une part l'équilibre interne à travers une forte croissance économique dans un contexte d'inflation contenue et de plein emploi, et d'autre part l'équilibre externe en maintenant un déficit du compte courant soutenable, susceptible d'être financé sans une accumulation de dette extérieure démesurée.

2.2.1.1.3. Diagnostic stratégique

2.2.1.1.3.1. Forces

- Mise en œuvre de la LOLF et des recommandations PEFA;
- Un taux de croissance stable d'environ 5% en moyenne de 2011 à 2021 malgré les chocs exogènes et la situation économique régionale et internationale.

2.2.1.1.3.2. Faiblesses

- Dépendance de l'assistance technique externe en ce qui concerne l'analyse et les possibilités d'amélioration des différents modèles ;
- insuffisante coordination des services concernés par la gestion du cadre macroéconomique ;
- faible disponibilité des informations comptables et financières au regard des normes comptables de l'OHADA des entreprises privées, des sociétés et offices d'Etat ;
- faible diversification des exportations caractérisées par la prépondérance du coton et de ses dérivés ;

- faible capacité d'anticipation et de veille stratégique qui ne permet pas d'éviter ou de réduire les obstacles et les chocs externes et internes;
- forte influence de l'économie nigériane ;
- problèmes de cohérence de la plupart des politiques sectorielles avec le PC2D ;
- insuffisante maîtrise de la propension de l'intervention des structures informelles du secteur de la microfinance ;
- et l'absence d'une stratégie actionnariale de l'Etat.

2.2.1.2. Enjeux et perspectives

2.2.1.2.1. Enjeux du programme

Il s'agit de consolider sa stabilité en assurant d'une part l'équilibre interne à travers une forte croissance économique dans un contexte d'inflation contenue et de plein emploi, et d'autre part l'équilibre externe en maintenant un déficit du compte courant soutenable, susceptible d'être financé sans une accumulation de dette extérieure démesurée.

2.2.1.2.2. Perspectives

- Réduire les incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture économique nationale et internationale ;
- Renforcer la mise en œuvre des politiques et stratégies en matières d'assurances, de supervision bancaire et d'inclusion financière ;
- Renforcer la coordination et la production statistiques ;
- Améliorer la mise en œuvre et le suivi des réformes économiques et budgétaires.

2.2.1.3. Axes stratégiques

Axe 3 : la gestion efficiente du cadre macroéconomique ;

Axe 6 : l'amélioration de la gouvernance des sociétés d'État ;

Axe 7 : l'encadrement du secteur financier

2.2.1.4. Présentation des actions constitutives du programme

Actions	Unités administratives
Action 1 : Prévisions et suivi de la conjoncture économique et financière	Centre national de formation comptable
	DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
Action 3 : Pilotage des réformes économiques et budgétaires	Cellule de suivi des programmes économiques et financiers
	Direction Générale des Participations de l'Etat et de la Dénationalisation

Actions	Unités administratives
Action 4 : Developpement des services financiers	DIRECTION GENERALE DU SECTEUR FINANCIER
Action 5 : Production statistique	

2.2.2. Cartographie du programme et brève présentation du Responsable du Programme

2.2.2.1. Cartographie du programme

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	CNFC - Centre national de formation comptable CSPEF - Cellule de suivi des programmes économiques et financiers DGE/MEF - DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE DGPEP - Direction Générale des Participations de l'Etat et de la Dénationalisation DGSF - DIRECTION GENERALE DU SECTEUR FINANCIER
Organisme sous tutelle directe	
Organismes privés et ONGs subventionnées	
Projets PIP	Projet de Gestion du Système d'Informations Statistiques Projet décennal de gouvernance économique et de délivrance des services
Projets Hors PIP	

2.2.2.2. Présentation du Responsable de Programme

Nom et prénom(s) : MEDENON Aristide

Profil et poste occupé : Ingénieur Statisticien Economiste, Directeur Général de l'Economie

2.2.3. Cadre de performance du programme

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif global: Consolider la stabilité du cadre macroéconomique et du secteur financier	Proportion des critères de convergence de l'UEMOA respectés	Le cadre macroéconomique est assaini et résilient	Rapport économique et financier Rapport sur la surveillance multilatérale	Conjoncture économique défavorable
Objectif spécifique 1: Réduire les incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture économique nationale et internationale	Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques TCE	La conjoncture économique nationale et internationale est maîtrisée	Rapport d'activités et/ou Rapport économique et financier	Condition socioéconomique favorable

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif spécifique 1: Réduire les incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture économique nationale et internationale	Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques INFL	La conjoncture économique nationale et internationale est maîtrisée	Rapport d'activités et/ou Rapport économique et financier	Condition socioéconomique favorable
	Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques DB			
Objectif spécifique 2: Renforcer la mise en oeuvre des politique et stratégie en matières d'assurances, de supervision bancaire et d'inclusion financière	Proportion des déclarations d'opérations suspectes (DOS) traitées	La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme est renforcée	Rapport d'activités CENTIF	Disponibilité des ressources
	Taux des SFD exerçant dans la légalité	Le sous-secteur des SFD est assaini	Rapports d'activités ANSSFD	Disponibilité des ressources
Objectif spécifique 3: Améliorer la mise en oeuvre et le suivi des réformes économiques et budgétaires	Taux de contribution financière des entreprises publiques au budget de l'Etat	La gouvernance des entreprises publiques est améliorée	Rapports d'activités DGPEP, UGR et CSPEF	Disponibilité des ressources
	Taux d'exécution du Plan annuel d'action de la mise en oeuvre des actions de réformes du système de gestion des FP	Le système de GFP est transparent, performant et conforme aux standards internationaux et régionaux.	Rapports d'activités DGPEP, UGR et CSPEF	Disponibilité des ressources
Objectif spécifique 4: Renforcer la coordination et la production statistiques	Nombre de bulletins et rapports sur les statistiques socio-économiques produits et publiés	La production statistique est renforcée	Rapports INStAD	
	Nombre de sessions du CNS tenues			

2.2.4. Indicateurs de programme et leur évolution

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
PROGRAMME :027 - GESTION DU CADRE MACROECONOMIQUE ET DU SECTEUR FINANCIER								
Objectif stratégique : Consolider la stabilité du cadre macroéconomique et du secteur financier								
Objectif spécifique : Réduire les incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture économique nationale et internationale								
Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques TCE	%	0.3	-	-	-	0.3	0.3	0.3
SOURCE	:	Rapport d'activités et/ou Rapport économique et financier						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGAE						
OBSERVATIONS	:	Condition socioéconomique favorable						
Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques INFL	%	0.3	-	-	-	0.3	0.3	0.3
SOURCE	:	Rapport d'activités et/ou Rapport économique et financier						
STRUCTURE RESPONSABLE	:							
OBSERVATIONS	:	Condition socioéconomique favorable						
Ecart entre les réalisations et les prévisions des indicateurs macroéconomiques DB	%	0.3	-	-	-	0.3	0.3	0.3
SOURCE	:	Rapport d'activités et/ou Rapport économique et financier						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGAE						
OBSERVATIONS	:	Condition socioéconomique favorable						
Objectif spécifique : Renforcer la mise en oeuvre des politique et stratégie en matières d'assurances, de supervision bancaire et d'inclusion financière								
Proportion des déclarations d'opérations suspectes (DOS) traitées	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités CENTIF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	CENTIF						
OBSERVATIONS	:	Disponibilité des ressources						

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux des SFD exerçant dans la légalité	%	80	-	-	-	80	80	80
SOURCE	:	Rapports d'activités ANSSFD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	ANSSFD						
OBSERVATIONS	:	Disponibilité des ressources						
Objectif spécifique :Améliorer la mise en oeuvre et le suivi des réformes économiques et budgétaires								
Taux d'exécution du Plan annuel d'action de la mise en oeuvre des actions de réformes du système de gestion des FP	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités DGPEd, UGR et CSPEF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	UGR						
OBSERVATIONS	:	Disponibilité des ressources						
Taux de contribution financière des entreprises publiques au budget de l'Etat	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activités DGPEd, UGR et CSPEF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	UGR						
OBSERVATIONS	:	Disponibilité des ressources						
Objectif spécifique :Renforcer la coordination et la production statistiques								
Nombre de bulletins et rapports sur les statistiques socio-économiques produits et publiés	nombre	37	-	-	-	37	37	37
SOURCE	:	Rapports INStad						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	INStad						
OBSERVATIONS	:							
Nombre de sessions du CNS tenues	nombre	2	-	-	-	2	2	2
SOURCE	:	Rapports INStad						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	INStad						
OBSERVATIONS	:							

2.2.5. Répartition triennale des dépenses (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	250 000 000	3 999 030 000	2 608 000 000	6 686 060 770
Personnel	0	0	0	0	0	516 459 000	0	630 489 770
Biens et services	0	0	0	0	0	367 571 000	0	797 571 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	2 865 000 000	0	3 550 000 000
Investissements	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000	2 608 000 000	1 708 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000	1 608 000 000	708 000 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Total des ressources	0	0	0	0	250 000 000	3 999 030 000	2 608 000 000	6 686 060 770
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	250 000 000	3 999 030 000	2 608 000 000	6 686 060 770
Contributions budgétaires	0	0	0	0	250 000 000	3 999 030 000	2 608 000 000	6 686 060 770
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	2 608 000 000	6 686 060 770	4 836 947 000	8 337 903 587	1 095 947 000	8 407 844 161	1 296 960 000	7 966 201 229
Personnel	0	630 489 770	0	914 332 595	0	984 273 161	0	1 042 630 229
Biens et services	0	797 571 000	0	773 570 992	0	773 571 000	0	773 571 000
Transfert courant	0	3 550 000 000	0	3 550 000 000	0	3 550 000 000	0	3 550 000 000
Investissements	2 608 000 000	1 708 000 000	4 836 947 000	3 100 000 000	1 095 947 000	3 100 000 000	1 296 960 000	2 600 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	1 608 000 000	708 000 000	2 836 947 000	2 100 000 000	1 095 947 000	2 100 000 000	1 296 960 000	1 600 000 000
Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000
Total des ressources	2 608 000 000	6 686 060 770	4 100 000 000	8 337 903 587	1 095 947 000	8 407 844 161	1 296 960 000	7 966 201 229
I- Ressources intérieures	2 608 000 000	6 686 060 770	4 100 000 000	8 337 903 587	1 095 947 000	8 407 844 161	1 296 960 000	7 966 201 229
Contributions budgétaires	2 608 000 000	6 686 060 770	4 100 000 000	8 337 903 587	1 095 947 000	8 407 844 161	1 296 960 000	7 966 201 229
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2.6. Tableau d'évaluation financière (en FCFA)

Actions	2024						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
027001 - 027001-Prévisions et suivi de la conjoncture économique et financière	469 113 979	400 744 445	0	0	0	0	869 858 424
027003 - 027003-Pilotage des réformes économiques et budgétaires	221 497 276	325 326 547	0	2 100 000 000	0	0	2 646 823 823
027004 - 027004-Developpement des services financiers	223 721 340	47 500 000	1 300 000 000	0	0	0	1 571 221 340
027005 - 027005-Production statistique	0	0	2 250 000 000	0	0	1 000 000 000	3 250 000 000
Total	914 332 595	773 570 992	3 550 000 000	2 100 000 000	0	1 000 000 000	8 337 903 587

Actions	2025						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
027001 - 027001-Prévisions et suivi de la conjoncture économique et financière	469 113 979	400 744 445	0	0	0	0	869 858 424
027003 - 027003-Pilotage des réformes économiques et budgétaires	261 437 842	325 326 555	0	2 100 000 000	0	0	2 686 764 397
027004 - 027004-Developpement des services financiers	253 721 340	47 500 000	1 300 000 000	0	0	0	1 601 221 340
027005 - 027005-Production statistique	0	0	2 250 000 000	0	0	1 000 000 000	3 250 000 000
Total	984 273 161	773 571 000	3 550 000 000	2 100 000 000	0	1 000 000 000	8 407 844 161

Actions	2026						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
027001 - 027001-Prévisions et suivi de la conjoncture économique et financière	469 113 979	400 744 445	0	0	0	0	869 858 424
027003 - 027003-Pilotage des réformes économiques et budgétaires	241 497 276	325 326 555	0	1 600 000 000	0	0	2 166 823 831
027004 - 027004-Developpement des services financiers	332 018 974	47 500 000	1 300 000 000	0	0	0	1 679 518 974
027005 - 027005-Production statistique	0	0	2 250 000 000	0	0	1 000 000 000	3 250 000 000
Total	1 042 630 229	773 571 000	3 550 000 000	1 600 000 000	0	1 000 000 000	7 966 201 229

2.2.7. Evolution des emplois rémunérés affectés au programme

Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Justifications
A	60	58	56	68	66	65	
B	45	45	41	32	32	30	
C	33	31	29	18	16	14	
D	27	26	27	20	18	17	
E	13	13	13	0	0	0	
Total	178	173	166	138	132	126	

2.2.8. Rattachement des opérateurs publics au programme

2.3. Programme 3 - MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES ET GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

2.3.1. Précis stratégique du programme

2.3.1.1. Analyse stratégique

2.3.1.1.1. Politique publique mise en oeuvre

Le cadre institutionnel de mise en œuvre des dépenses publiques est en pleine mutation dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest depuis 2009 avec des directives relatives au cadre harmonisé des finances publiques dans l'espace UEMOA. La mise en application de ce nouveau cadre est caractérisée d'une manière générale par un environnement socio-économique qui incite à un assainissement de la gestion des finances publiques pour tendre vers des objectifs de développement définis dans les différents pays.

2.3.1.1.2. Finalités du programme

Ce programme intitulé "Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat" a pour objectif global, l'amélioration de la capacité de financement des dépenses de l'Etat.

2.3.1.1.3. Diagnostic stratégique

2.3.1.1.3.1. Forces

- Réformes en cours au niveau de toutes les régions avec des résultats significatifs sur l'amélioration des recettes ;
- Signal de bonne gouvernance donné par le Gouvernement à travers la lutte contre la corruption.

2.3.1.1.3.2. Faiblesses

- Inexistence d'un système informatique unique pour les trois régions ;
- faiblesse du système d'information sur l'aide au développement : le système d'information actuel est désuet, ne peut pas donner satisfaction dans le nouveau contexte de collecte et de gestion de l'information sur l'aide au développement, notamment sur son efficacité.

2.3.1.2. Enjeux et perspectives

2.3.1.2.1. Enjeux du programme

Il convient alors, au titre du triennal 2024-2026 à travers le budget de l'Etat, instrument de politique

économique et social du Gouvernement, de définir les stratégies devant consolider les acquis et créer un cadre propice au développement économique afin de permettre un accroissement de l'espace budgétaire et une accélération de la croissance à l'abri des chocs externes.

2.3.1.2.2. Perspectives

- Renforcement de la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales ;
- Amélioration de la mobilisation des ressources de financement ;
- Rationalisation de la gestion de la dette publique ;
- Rationalisation de la gestion de la trésorerie de l'Etat;
- Renforcement de la reddition des comptes de l'Etat.

2.3.1.3. Axes stratégiques

Axe 4 : la promotion d'une fiscalité équitable, simple et compétitive ;

Axe 5 : l'assainissement des finances publiques.

2.3.1.4. Présentation des actions constitutives du programme

Actions	Unités administratives
Action 1 : Mobilisation des recettes douanières	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS ATLANTIQUE
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS LITTORAL
	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
Action 2 : Mobilisation des recettes fiscales intérieures	Direction Générale des Impôts
Action 3 : Mobilisation des recettes non fiscales du Trésor et gestion de la trésorerie de l'Etat	Agence de Collecte des Paiements et des Recouvrements
	CELLULE DE SUPERVISION DU SECTEUR DES JEUX
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
Action 4 : Coopération internationale et financement du développement	DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
	Direction Générale du Financement du Développement
Action 6 : Gestion de la dette publique	CAISSE AUTONOME DE GESTION DE LA DETTE

2.3.2. Cartographie du programme et brève présentation du Responsable du Programme

2.3.2.1. Cartographie du programme

<p>Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales</p>	<p>ACPR - Agence de Collecte des Paiements et des Recouvrements CAGD - CAISSE AUTONOME DE GESTION DE LA DETTE CSSJ - CELLULE DE SUPERVISION DU SECTEUR DES JEUX DDDDI ATLANTIQUE - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS ATLANTIQUE DDDDI LITTORAL - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS LITTORAL DDDDI-ALIBORI - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE L'ALIBORI DDDDI-ATACORA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE L'ATACORA DDDDI-BORGOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DU BORGOU DDDDI-COLLINES - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DES COLLINES DDDDI-COUFFO - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DU COUFFO DDDDI-DONGA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LA DONGA DDDDI-MONO - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DU MONO DDDDI-OUEME - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE L'OUEME DDDDI-PLATEAU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DU PLATEAU DDDDI-ZOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DU ZOU DDI/ALI - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE L'ALIBORI DDI/ATA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE L'ATACORA DDI/ATL - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE L'ATLANTIQUE DDI/BOR - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DU BORGOU DDI/COL - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DES COLLINES DDI/COU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DU COUFFO DDI/DONGA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE LA DONGA DDI/LIT - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DU LITTORAL DDI/MON - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DU MONO</p>
--	---

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	DDI/OUÉ - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES IMPÔTS DE L'OUÉME DDI/PLA - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES IMPÔTS DU PLATEAU DDI/ZOU - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES IMPÔTS DU ZOU DGCI - DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DGDDI - Direction Générale des Douanes et Droits Indirects DGFD - Direction Générale du Financement du Développement DGI - Direction Générale des Impôts DGTCP - Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique TD/ALI - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DE L'ALIBORI TD/ATA - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DE L'ATACORA TD/ATL - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DE L'ATLANTIQUE TD/BOR - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DU BORGOU TD/COL - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DES COLLINES TD/COU - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DU COUFFO TD/DON - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DE LA DONGA TD/LIT - TRÉSorerie DÉPARTEMENTALE DU LITTORAL
---	--

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	TD/MON - TRESORERIE DEPARTEMENTALE DU MONO TD/OUÉ - TRESORERIE DEPARTEMENTALE DE L'OUÉME TD/PLA - TRESORERIE DEPARTEMENTALE DU PLATEAU TD/ZOU - TRESORERIE DEPARTEMENTALE DU ZOU
Organisme sous tutelle directe	
Organismes privés et ONGs subventionnées	
Projets PIP	
Projets Hors PIP	

2.3.2.2. Présentation du Responsable de Programme

Nom et prénom(s) : KARIMOU ASSOUMA Oumar

Profil et poste occupé : Administrateur des Services Financiers, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

2.3.3. Cadre de performance du programme

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif global: Améliorer la capacité de financement des dépenses de l'Etat	Proportion de ressources internes mobilisées dans le Budget de l'Etat	Les ressources mobilisées suffisent à couvrir les charges de l'Etat	Rapport d'exécution du budget de la DGB	Conjoncture économique nationale et internationale
Objectif spécifique 1: Renforcer la mobilisation des recettes douanières	Taux de mobilisation des recettes douanières	Les prévisions de recettes douanières sont couvertes	Rapport d'activités DGD	CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE FAVORABLE
Objectif spécifique 2: Améliorer la mobilisation des recettes non fiscales et la gestion de la trésorerie de l'Etat	Taux d'exécution du programme annuel de contrôle du secteur des jeux	La supervision du secteur des jeux est renforcée	Rapport d'activités CSSJ	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
	Proportion des titres de dépenses budgétaires payés dans le délai	Le règlement des dépenses budgétaires est fait dans le délai moyen	RAPPORT D'ACTIVITE DGTCP	CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE FAVORABLE
	Taux de mobilisation des recettes non fiscales du Trésor	Les prévisions de recettes non fiscales sont couvertes	Rapport d'activités DGTCP	Conjoncture économique nationale et internationale favorable

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif spécifique 2: Améliorer la mobilisation des recettes non fiscales et la gestion de la trésorerie de l'Etat	Taux de mobilisation des recettes non fiscales par l'ACPR	Les recettes non fiscales issues des paiements et des recouvrements sont effectivement mobilisées par l'ACPR	Rapport d'activités de l'ACPR	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
Objectif spécifique 3: Renforcer la coopération internationale et la mobilisation des ressources extérieures	Nombre d'accords signés avec les partenaires	Le nombre d'accords signés s'est accru	Rapport d'activités de la DGCI	Respect de l'engagement politique
	Pourcentage de rencontres statutaires tenues avec les partenaires	Les engagements entre le Bénin et ses partenaires sont réaffirmés	Rapport d'activités de la DGCI	Respect de l'engagement politique
	Taux de mobilisation de l'appui budgétaire de l'UE	Les prévisions d'appuis budgétaires de l'UE sont couvertes	Rapport d'activités de l'UG-CPUE/DGFD	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
	Taux de mobilisation des ressources extérieures	Les prévisions de ressources extérieures sont couvertes	Rapport d'activités de la DGFD	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
Objectif spécifique 4: Renforcer la mobilisation des recettes fiscales intérieures	Taux de mobilisation des recettes fiscales intérieures	Les prévisions de recettes fiscales intérieures sont couvertes	Rapport d'activités de la DGI	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
Objectif spécifique 5: Améliorer la gestion de la dette publique	Taux de mobilisation des ressources de financement/trésorerie par la CAGD	La dette publique est gérée avec rigueur	Rapport d'activités CAGD	Conjoncture économique nationale et internationale favorable
	Taux de recouvrement des prêts rétrocédés, bonifiés et avalisés	Les prévisions de recouvrement des prêts rétrocédés, bonifiés et avalisés sont couvertes	Rapport d'activités CAGD	Conjoncture économique nationale et internationale favorable

2.3.4. Indicateurs de programme et leur évolution

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
PROGRAMME :028 - MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES ET GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT								
Objectif stratégique :Améliorer la capacité de financement des dépenses de l'Etat								
Objectif spécifique :Renforcer la mobilisation des recettes douanières								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de mobilisation des recettes douanières	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités DGD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGD						
OBSERVATIONS	:	CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE FAVORABLE						
Objectif spécifique :Améliorer la mobilisation des recettes non fiscales et la gestion de la trésorerie de l'Etat								
Taux de mobilisation des recettes non fiscales du Trésor	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités DGTCP						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGTCP						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Taux d'exécution du programme annuel de contrôle du secteur des jeux	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités CSSJ						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	CSSJ						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Taux de mobilisation des recettes non fiscales par l'ACPR	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités de l'ACPR						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	ACPR						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Proportion des titres de dépenses budgétaires payés dans le délai	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	RAPPORT D'ACTIVITE DGTCP						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGTCP						
OBSERVATIONS	:	CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE FAVORABLE						
Objectif spécifique :Renforcer la coopération internationale et la mobilisation des ressources extérieures								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de mobilisation de l'appui budgétaire de l'UE	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités de l'UG-CPUE/DGFD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	UG-CPUE/DGFD						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Taux de mobilisation des ressources extérieures	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités de la DGFD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGFD						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Pourcentage de rencontres statutaires tenues avec les partenaires	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités de la DGCI						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGCI						
OBSERVATIONS	:	Respect de l'engagement politique						
Nombre d'accords signés avec les partenaires	Unité	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapport d'activités de la DGCI						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGCI						
OBSERVATIONS	:	Respect de l'engagement politique						
Objectif spécifique : Renforcer la mobilisation des recettes fiscales intérieures								
Taux de mobilisation des recettes fiscales intérieures	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités de la DGI						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGI						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Objectif spécifique : Améliorer la gestion de la dette publique								

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de recouvrement des prêts rétrocedés, bonifiés et avalisés	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités CAGD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	CAGD						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						
Taux de mobilisation des ressources de financement/ trésorerie par la CAGD	%	-	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités CAGD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	CAGD						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique nationale et internationale favorable						

2.3.5. Répartition triennale des dépenses (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	100 000 000	13 626 605 000	1 119 483 599	15 750 292 126
Personnel	0	0	0	0	0	7 578 614 000	0	12 460 594 126
Biens et services	0	0	0	0	0	1 084 698 000	0	2 574 698 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	4 863 293 000	0	615 000 000
Investissements	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000	1 119 483 599	100 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000	1 119 483 599	100 000 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	0	0	0	0	100 000 000	13 626 605 000	1 119 483 599	15 750 292 126
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	100 000 000	13 626 605 000	1 119 483 599	15 750 292 126
Contributions budgétaires	0	0	0	0	100 000 000	13 626 605 000	1 119 483 599	15 750 292 126
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	1 119 483 599	15 750 292 126	100 000 000	19 912 033 278	0	21 087 166 198	0	22 067 674 604
Personnel	0	12 460 594 126	0	15 961 033 278	0	17 136 166 198	0	18 116 674 604
Biens et services	0	2 574 698 000	0	2 536 000 000	0	2 536 000 000	0	2 536 000 000
Transfert courant	0	615 000 000	0	1 315 000 000	0	1 315 000 000	0	1 315 000 000
Investissements	1 119 483 599	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	1 119 483 599	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	1 119 483 599	15 750 292 126	100 000 000	19 912 033 278	0	21 087 166 198	0	22 067 674 604
I- Ressources intérieures	1 119 483 599	15 750 292 126	100 000 000	19 912 033 278	0	21 087 166 198	0	22 067 674 604
Contributions budgétaires	1 119 483 599	15 750 292 126	100 000 000	19 912 033 278	0	21 087 166 198	0	22 067 674 604
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2.3.6. Tableau d'évaluation financière (en FCFA)

Actions	2024						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
028001 - 028001-Mobilisation des recettes douanières	4 438 613 606	249 745 700	0	0	0	0	4 688 359 306
028002 - 028002-Mobilisation des recettes fiscales intérieures	5 072 636 640	462 029 545	200 000 000	100 000 000	0	0	5 834 666 185
028003 - 028003-Mobilisation des recettes non fiscales du Trésor et gestion de la trésorerie de l'Etat	3 013 684 930	334 481 483	700 000 000	0	0	0	4 048 166 413
028004 - 028004-Coopération internationale et financement du développement	322 305 102	197 309 275	415 000 000	0	0	0	934 614 377
028006 - 028006-Gestion de la dette publique	3 113 793 000	1 292 433 997	0	0	0	0	4 406 226 997
Total	15 961 033 278	2 536 000 000	1 315 000 000	100 000 000	0	0	19 912 033 278

Actions	2025						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
028001 - 028001-Mobilisation des recettes douanières	4 905 551 227	249 745 700	0	0	0	0	5 155 296 927
028002 - 028002-Mobilisation des recettes fiscales intérieures	5 491 099 865	462 029 545	200 000 000	100 000 000	0	0	6 253 129 410
028003 - 028003-Mobilisation des recettes non fiscales du Trésor et gestion de la trésorerie de l'Etat	3 279 609 099	334 481 483	700 000 000	0	0	0	4 314 090 582
028004 - 028004-Coopération internationale et financement du développement	346 113 007	197 309 275	415 000 000	0	0	0	958 422 282
028006 - 028006-Gestion de la dette publique	3 113 793 000	1 292 433 997	0	0	0	0	4 406 226 997
Total	17 136 166 198	2 536 000 000	1 315 000 000	100 000 000	0	0	21 087 166 198

Actions	2026						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
028001 - 028001-Mobilisation des recettes douanières	5 295 155 037	249 745 700	0	0	0	0	5 544 900 737
028002 - 028002-Mobilisation des recettes fiscales intérieures	5 840 257 567	462 029 545	200 000 000	100 000 000	0	0	6 602 287 112
028003 - 028003-Mobilisation des recettes non fiscales du Trésor et gestion de la trésorerie de l'Etat	3 501 491 133	334 481 483	700 000 000	0	0	0	4 535 972 616
028004 - 028004-Coopération internationale et financement du développement	365 977 867	197 309 275	415 000 000	0	0	0	978 287 142
028006 - 028006-Gestion de la dette publique	3 113 793 000	1 292 433 997	0	0	0	0	4 406 226 997
Total	18 116 674 604	2 536 000 000	1 315 000 000	100 000 000	0	0	22 067 674 604

2.3.7. Evolution des emplois rémunérés affectés au programme

Catégorie	2020	2021	2022	2023	Justifications
A	521	521	521	521	
B	490	490	490	490	
C	693	693	693	693	
D	166	166	166	166	
E	40	40	40	40	
Total	1910	1910	1910	1910	

2.3.8. Rattachement des opérateurs publics au programme

2.4. Programme 4 - GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES

2.4.1. Précis stratégique du programme

2.4.1.1. Analyse stratégique

2.4.1.1.1. Politique publique mise en oeuvre

La croissance économique forte et durable demeure un objectif indispensable à atteindre pour le développement économique et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. L'un des principaux outils aux mains des autorités publiques pour atteindre cet objectif est la politique budgétaire. Celle-ci est définie comme l'action par laquelle l'Etat utilise certains instruments budgétaires (dépenses publiques, prélèvements fiscaux, etc.) pour influencer sur la conjoncture économique. En ce qui concerne la politique de dépense, elle est davantage orientée vers l'efficacité de l'action publique et prend appui sur les documents de planification nationale et sectorielle notamment le programme d'actions du gouvernement 2021-2026 qui tire sa source de la politique nationale de développement alignée parfaitement sur **les objectifs du développement durable**.

Les actions de réformes engagées sur le périmètre de la gestion des dépenses publiques sont inspirées fondamentalement de la loi organique relative aux lois de finances axée autour de la performance. Ces actions déclinées dans le Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) constitue la boussole de construction d'un nouveau système de Gestion des finances Publiques transparent, performant, conforme aux standards internationaux, respectueux de la répartition constitutionnelle des prérogatives entre les institutions, et mettant résolument les finances publiques au service du développement du pays et du bien-être des citoyens.

L'intégration de la sensibilité du budget aux politiques transversales (genre, changements climatiques, objectifs du développement durable, etc) dans la chaîne de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation est une démarche qui s'inscrit dans la réforme budgétaire axée sur la performance. Au Bénin, une revue du processus budgétaire et la mise en place d'outils et de référentiels s'opèrent pour favoriser la prévision et l'exécution d'un budget de l'Etat orienté vers l'atténuation et l'adaptation aux effets des changements climatiques et la réduction des inégalités sous toutes ses formes.

2.4.1.1.2. Finalités du programme

Le programme a pour objectif global d'améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques dans le contexte où les ressources budgétaires sont limitées et les besoins sont sans cesse croissants en lien

avec l'évolution socio démographique et économique. Des initiatives prises dans ce sens sont orientées vers la rationalisation et la maîtrise des dépenses publiques, la stabilisation du fonctionnement de l'Etat ainsi que le renforcement des mécanismes de mobilisation des ressources destinées à financer la politique de développement socio-économique qui sont mises en œuvre au moyen du programme d'investissement public. Il s'agit dans un premier temps de reprofiler les budgets de l'Etat en ouvrant plus d'espace budgétaire aux investissements publics, gage d'un développement durable et dans un deuxième, d'assurer la consolidation des initiatives déployées à travers les investissements.

2.4.1.1.3. Diagnostic stratégique

Avec l'entrée en vigueur de la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, suivie quelques mois plus tard du décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin, les règles régissant la préparation et l'exécution budgétaires au niveau de l'Etat ont connu de nouvelles sources d'inspiration. Leur mise à jour a engendré une revue générale des procédures et formats de certains documents ainsi qu'un réaménagement institutionnel.

Les règles budgétaires qui ont connu une évolution substantielle, sous l'impulsion de la LOLF de 2013 sont celles concernant la transparence budgétaire, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), la préparation et l'exécution du budget de l'Etat, etc. Les décrets pris en transposition des autres directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'UEMOA de 2009, actent de profonds changements en rapport avec les innovations déjà annoncées dans la loi organique elle-même.

En matière d'ouverture budgétaire, le décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin internalise la doctrine de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) qui place l'argent public au cœur de l'Etat de droit et de la démocratie. Ainsi, conformément aux dispositions de ses chapitres V et VI, portant respectivement sur l'élaboration et la présentation des budgets publics et sur la mise en œuvre des recettes et des dépenses, de nombreuses initiatives sont prises pour assurer l'information financière des citoyens et leur implication dans le processus budgétaire.

Un acte majeur posé en ce sens, est la consécration dans le nouveau décret portant approbation du calendrier de déroulement des travaux budgétaires, de l'obligation pour les structures des ministères en charge des finances et du développement d'associer le public à la procédure budgétaire. Dans la mise en œuvre de cette disposition et en lien avec les standards internationaux en la matière, le Bénin produit et met à la disposition du public, les huit documents internationalement reconnus comme documents clés pour garantir l'ouverture budgétaire. De même, des activités spécifiques, dont notamment la consultation citoyenne sur les orientations de politiques économique et budgétaire, sont développées

chaque année au profit des citoyens et des organisations de la société civile à travers divers canaux dont le site web de la Direction générale du Budget, la plateforme BousProb et bien d'autres. Toutes ces actions maintiennent actuellement le Bénin au rang de premier en matière d'ouverture budgétaire en Afrique francophone depuis l'enquête de 2021 de International Budget Partnership.

Le deuxième élément déjà évoqué en soutien au renforcement du développement de la promotion de l'écosystème de la transparence budgétaire, de la participation publique et de la redevabilité est la mise en place du nouveau décret portant approbation du calendrier de déroulement des travaux budgétaires. Il révolutionne la procédure budgétaire en la structurant autour d'activités de discussion sur l'état de mise en œuvre des politiques publiques et d'engagement pour la performance. Il institue par ailleurs, le Débat d'Orientation Budgétaire qui participe, lui aussi, du renforcement de la transparence budgétaire, même il s'agit ici de l'aspect institutionnel de la transparence budgétaire.

La métamorphose du budget de l'Etat est notamment perceptible dans la nouvelle structuration de la loi de finances et du budget de l'Etat. Pendant que la loi de finances est désormais structurée en deux parties dont une consacrée aux "moyens des politiques publiques", le budget de l'Etat est organisé autour des programmes budgétaires et des dotations. Le décret n° 2014-794 du 31 décembre 2014 portant nomenclature budgétaire de l'Etat qui acte les nouveaux référentiels de classification des opérations de dépenses, a également prévu le segment fonctionnel dont la mise en œuvre permet de mettre en vue la finalité de la dépense. Le budget de l'Etat pour la gestion 2022 est constitué par exemple, de quatre-vingt (80) programmes budgétaires et quinze (15) dotations.

Ainsi, consécutivement aux actions engagées en lien avec la réforme induite par le LOLF de 2013, le budget de l'Etat présente désormais une configuration totalement nouvelle aussi bien dans sa présentation et que dans son format exécutable. Les tableaux de budgétisation isolent, en effet, les unités administratives et leurs coûts de fonctionnement des moyens consacrés à la mise en œuvre des activités dont il est attendu une action positive sur les cibles intermédiaires des indicateurs de mesure de performance.

Les procédures d'exécution budgétaire sont, quant à elles, redéfinies en fonction des nouveaux acteurs et des nouveaux centres de responsabilité au sein de la chaîne managériale des programmes et dotation budgétaires. Le décret n° 2020-496 du 07 octobre 2020 portant procédures d'exécution budgétaire, définit les nouvelles règles de consommation des crédits budgétaires, tout en mettant le focus sur le nouvel acteur, le Responsable de Programme. Celui-ci jouit, es qualité, du statut d'ordonnateur délégué, conformément aux dispositions de l'article n° 6 du décret n°2020-497 du 07 octobre 2020 portant attributions et modalités de nomination des responsables de programmes.

2.4.1.1.3.1. Forces

- La mise en exploitation de la plateforme des e-services ;
- La prise en compte des politiques transversales dans la gestion de la dépense publique ;
- La gestion des finances publiques soumise régulièrement à des évaluations externes ;
- Le développement et l'opérationnalisation du Système d'Information de Gestion des Finances Publiques en mode programme ;
- Un processus budgétaire rénové, inclusif et participatif ;
- Le contrôle a priori sur les dépenses non salariales exécutées suivant la procédure normale ;
- La revue qualité quotidienne de la dépense publique ;
- La prise des décrets du nouveau code des marchés publics ;
- Le renforcement de la transparence des opérations financières et budgétaires ;
- L'existence d'une note méthodologique assortie d'une feuille de route et d'un référentiel pour la conduite de la stratégie d'implantation de la BSG ;
- L'inscription de l'allocation des ressources dans une dynamique de performance et de programmation pluriannuelle (élaboration de DPBEP, DPPD et PAP).

2.4.1.1.3.2. Faiblesses

- La non prise en compte systématique des charges récurrentes des investissements programmés dans la programmation budgétaire afin d'assurer la viabilité budgétaire à moyen terme ;
- Le cadre juridique actuel des investissements publics moins favorable à l'intégration explicite des changements climatiques dans les études d'impacts ;
- L'insuffisante couverture de toutes les opérations de l'administration centrale par le budget général de l'État, notamment certaines opérations financées sur ressources extérieures ;
- La non-effectivité de la dématérialisation des procédures de passation ;
- L'insuffisance de la prise en compte du genre dans les documents sectoriels de programmation budgétaire ;
- L'informatisation partielle du système de gestion des marchés publics ;
- La redondance des contrôles auxquels sont soumis les dossiers de marchés publics.

2.4.1.2. Enjeux et perspectives

2.4.1.2.1. Enjeux du programme

Dans la continuité de la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, le Ministère en charge des Finances devra s'attacher à renforcer l'assainissement des

dépenses publiques et à accompagner les réformes en cours. Il s'agira en particulier :

- de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités techniques des acteurs de la chaîne de dépense ;
- de vulgariser les nouvelles innovations induites par la LOLF ;
- d'adapter le contrôle financier aux exigences de la LOLF ;
- d'instaurer et de prioriser les audits de performance ;
- de poursuivre le processus de Budgétisation Sensible aux thématiques transversales (genre, ODD, climat) ;
- de poursuivre la modernisation du système de gestion des marchés publics ;
- de poursuivre, de renforcer l'encadrement et la maîtrise de la masse salariale de l'Etat et de son retour progressif à la norme communautaire ;
- de définir ou d'améliorer les outils de programmation et d'analyse de la soutenabilité budgétaire de l'action publique ;
- de maîtriser le déficit budgétaire.

2.4.1.2.2. Perspectives

- Améliorer le cadre d'analyse de la performance et de reddition de compte ;
- Piloter l'exécution du budget de l'État suivant une logique de performance ;
- Rendre plus efficace le contrôle interne des dépenses publiques ;
- Approfondir le diagnostic genre du secteur ;
- Moderniser le système de passation des marchés publics ;
- Accompagner les ministères sectoriels dans la poursuite de la budgétisation des investissements publics en AE-CP, avec la mise en relief des dépenses fiscales ;
- Améliorer les formats de présentation des instruments budgétaires.

2.4.1.3. Axes stratégiques

En rapport avec les éléments de diagnostic retracés plus haut, la politique des dépenses publiques sera structurée autour des axes ci-après :

Axe 2 : le renforcement de l'imputabilité et de l'efficacité des ressources ;

Axe 5 : l'assainissement des finances publiques.

2.4.1.4. Présentation des actions constitutives du programme

Actions	Unités administratives
Action 1 : Programmation budgétaire	DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Actions	Unités administratives
Action 2 : Suivi et contrôle de l'exécution des dépenses publiques	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'ALIBORI
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'ATLANTIQUE
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DES COLLINES
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU PLATEAU
	DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS
	DIRECTION NATIONALE DU CONTROLE FINANCIER
	INSPECTION GENERALE DES FINANCES

2.4.2. Cartographie du programme et brève présentation du Responsable du Programme

2.4.2.1. Cartographie du programme

<p>Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales</p>	<p>D-BUDGET ALIBORI - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DE L'ALIBORI D-BUDGET ATACORA - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DE L'ATACORA D-BUDGET ATLANTIQUE - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DE L'ATLANTIQUE D-BUDGET BORGOU - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU BORGOU D-BUDGET COLLINES - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DES COLLINES D-BUDGET COUFFO - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU COUFFO D-BUDGET DONGA - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DE LA DONGA D-BUDGET LITTORAL - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU LITTORAL D-BUDGET MONO - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU MONO D-BUDGET OUEME - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DE L'OUEME D-BUDGET PLATEAU - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU PLATEAU D-BUDGET ZOU - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA DGB DU ZOU DDCF/ALIBORI - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DE L'ALIBORI DDCF/ATACORA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DE L'ATACORA DDCF/ATLANTIQUE - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DE L'ATANTIQUE DDCF/BORGOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU BORGOU DDCF/COLLINES - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DES COLLINES DDCF/COUFFO - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU COUFFO DDCF/DONGA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DE LA DONGA DDCF/LITTORAL - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU LITTORAL DDCF/MONO - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU MONO DDCF/OUEME - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DE L'OUEME DDCF/PLATEAU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU PLATEAU DDCF/ZOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CONTROLE FINANCIER DU ZOU</p>
--	--

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	DDMP/ALIBORI - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'ALIBORI DDMP/ATACORA - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'ATACORA DDMP/ATLANTIQUE - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'ATLANTIQUE DDMP/BORGOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU BORGOU DDMP/COLLINES - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DES COLLINES DDMP/LITTORAL - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU LITTORAL DDMP/MONO - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU MONO DDMP/OUEME - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DE L'OUEME DDMP/PLATEAU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU PLATEAU DDMP/ZOU - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES MARCHES PUBLICS DU ZOU DGB - DIRECTION GENERALE DU BUDGET DNCF - DIRECTION NATIONALE DU CONTROLE FINANCIER DNCMP - DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS IGF - INSPECTION GENERALE DES FINANCES
Organisme sous tutelle directe	
Organismes privés et ONGs subventionnées	
Projets PIP	Construction du bâtiment des archives et du centre de formation professionnelle de l'Administration centrale des finances
Projets Hors PIP	

2.4.2.2. Présentation du Responsable de Programme

Nom et prénom(s) : CHAOU S. Rodrigue

Profil et poste occupé : Administrateur des Banques et Institutions Financières, Directeur général du Budget

2.4.3. Cadre de performance du programme

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif global: Améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques	Qualité des dépenses publiques	La qualité des dépenses publiques est améliorée	Rapport PEFA/UGR	

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif spécifique 1: Renforcer la programmation budgétaire	Taux de sensibilité du budget de l'Etat aux ODD	Le budget de l'Etat est d'avantage orienté vers les objectifs de développement	Rapports d'analyse ODD	
Objectif spécifique 2: Améliorer le suivi et le contrôle de l'exécution du budget de l'État	Taux de régularisation des OP	Le suivi et le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat sont améliorés	Rapport d'activités DGB	Conjoncture économique et environnement social favorables
	Taux d'exécution financière du Budget de l'Etat			
	Taux de mise en oeuvre des recommandations de l'IGF		Rapports d'activités IGF	

2.4.4. Indicateurs de programme et leur évolution

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
PROGRAMME :029 - GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES								
Objectif stratégique :Améliorer la qualité et l'efficience des dépenses publiques								
Objectif spécifique :Renforcer la programmation budgétaire								
Taux de sensibilité du budget de l'Etat aux ODD	%	50	-	-	-	80	-	-
SOURCE	:	Rapports d'analyse ODD						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGB						
OBSERVATIONS	:							
Objectif spécifique :Améliorer le suivi et le contrôle de l'exécution du budget de l'État								
Taux de régularisation des OP	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités DGB						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGB						
OBSERVATIONS	:							

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de mise en oeuvre des recommandations de l'IGF	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapports d'activités IGF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	IGF						
OBSERVATIONS	:							
Taux d'exécution financière du Budget de l'Etat	%	94	-	-	-	96	97	98
SOURCE	:	Rapport d'activités DGB						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGB						
OBSERVATIONS	:	Conjoncture économique et environnement social favorables						

2.4.5. Répartition triennale des dépenses (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	3 819 333 000	5 991 440 000	4 709 525 000	7 340 882 358
Personnel	0	0	0	0	0	1 598 641 000	0	2 527 505 358
Biens et services	0	0	0	0	0	573 466 000	0	827 759 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements	0	0	0	0	3 819 333 000	3 819 333 000	4 709 525 000	3 985 618 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	3 819 333 000	3 819 333 000	4 709 525 000	3 985 618 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	0	0	0	0	3 819 333 000	5 991 440 000	4 709 525 000	7 340 882 358
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	3 819 333 000	5 991 440 000	4 709 525 000	7 340 882 358
Contributions budgétaires	0	0	0	0	3 819 333 000	5 991 440 000	4 709 525 000	7 340 882 358
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	4 709 525 000	7 340 882 358	7 648 573 000	6 945 110 984	1 000 000 000	7 213 222 683	0	5 436 929 951
Personnel	0	2 527 505 358	0	4 041 299 984	0	4 309 411 683	0	4 533 118 951
Biens et services	0	827 759 000	0	903 811 000	0	903 811 000	0	903 811 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements	4 709 525 000	3 985 618 000	7 648 573 000	2 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	0	0
Investissement exécuté par l'Etat	4 709 525 000	3 985 618 000	4 148 573 000	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	3 500 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	0	0
Total des ressources	4 709 525 000	7 340 882 358	3 500 000 000	6 945 110 984	1 000 000 000	7 213 222 683	0	5 436 929 951
I- Ressources intérieures	4 709 525 000	7 340 882 358	3 500 000 000	6 945 110 984	1 000 000 000	7 213 222 683	0	5 436 929 951
Contributions budgétaires	4 709 525 000	7 340 882 358	3 500 000 000	6 945 110 984	1 000 000 000	7 213 222 683	0	5 436 929 951
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2.4.6. Tableau d'évaluation financière (en FCFA)

Actions	2024						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
029001 - 029001-Programmation budgétaire	1 470 834 546	303 311 000	0	0	0	2 000 000 000	3 774 145 546
029002 - 029002-Suivi et contrôle de l'exécution des dépenses publiques	2 570 465 438	600 500 000	0	0	0	0	3 170 965 438
Total	4 041 299 984	903 811 000	0	0	0	2 000 000 000	6 945 110 984

Actions	2025						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
029001 - 029001-Programmation budgétaire	1 576 457 523	303 311 000	0	0	0	2 000 000 000	3 879 768 523
029002 - 029002-Suivi et contrôle de l'exécution des dépenses publiques	2 732 954 160	600 500 000	0	0	0	0	3 333 454 160
Total	4 309 411 683	903 811 000	0	0	0	2 000 000 000	7 213 222 683

Actions	2026						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
029001 - 029001-Programmation budgétaire	1 664 587 313	303 311 000	0	0	0	0	1 967 898 313
029002 - 029002-Suivi et contrôle de l'exécution des dépenses publiques	2 868 531 638	600 500 000	0	0	0	0	3 469 031 638
Total	4 533 118 951	903 811 000	0	0	0	0	5 436 929 951

2.4.7. Evolution des emplois rémunérés affectés au programme

Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Justifications
A	289	289	289	289	289	289	289	
B	319	319	319	319	319	319	319	
C	150	150	150	150	150	150	150	
D	71	71	71	71	71	71	71	
E	3	3	3	3	3	3	3	
Total	832	832	832	832	832	832	832	

2.4.8. Rattachement des opérateurs publics au programme

2.5. Programme 5 - GESTION DES BIENS DE L'ETAT ET DU FONCIER

2.5.1. Précis stratégique du programme

2.5.1.1. Analyse stratégique

2.5.1.1.1. Politique publique mise en oeuvre

La mise en œuvre de la directive 03/2012/CM/UEMOA du 29 juin 2012 portant comptabilité des matières dans l'espace UEMOA et les exigences de la nouvelle Loi Organique relative aux Lois des Finances (LOLF) recommandent l'ouverture d'un compte patrimonial à chaque exercice budgétaire. Ces réformes vont induire de nouvelles habitudes dans le traitement et la centralisation des données sur le patrimoine de l'Etat.

Au regard de ce qui précède, des mesures de renforcement de la gestion des biens de l'Etat et du foncier ont été identifiées et leur mise en œuvre a nécessité la mise en place du programme intitulé : "**Gestion des biens de l'Etat et du foncier**".

2.5.1.1.2. Finalités du programme

L'objectif global est de rationaliser les dépenses relatives aux biens (meubles et immeubles) de l'Etat et à la préservation du patrimoine foncier national.

2.5.1.1.3. Diagnostic stratégique

2.5.1.1.3.1. Forces

- Existence de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier ;
- Existence d'un nouveau Code foncier et domanial en République du Bénin qui prévoit un Fonds de Dédommagement Foncier déjà opérationnel ;
- Mise en place progressive du Cadastre national.

2.5.1.1.3.2. Faiblesses

Lenteur dans la délivrance des divers actes domaniaux due à l'insuffisance de ressources.

2.5.1.2. Enjeux et perspectives

2.5.1.2.1. Enjeux du programme

Le respect des exigences communautaires et nationales doit conduire à :

- faire l'état des lieux du patrimoine national ;

- gérer de façon rationnelle et normative les biens de l'Etat ;
- mettre en place un système intégré pour centraliser tous les mouvements des biens de l'Etat ;
- pouvoir faire en fin d'exercice un inventaire du stock et présenter le compte de gestion à l'institution compétente ;
- accélérer le processus de réalisation du cadastre national.

2.5.1.2.2. Perspectives

- Améliorer la gestion des biens (meubles et immeubles) de l'Etat ;
- Sécuriser le patrimoine foncier national.

2.5.1.3. Axes stratégiques

- Axe 8 : la sécurisation du domaine et du foncier ;
- Axe 9 : la rationalisation de la gestion des biens de l'État.

2.5.1.4. Présentation des actions constitutives du programme

Actions	Unités administratives
Action 1 : Gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat	Direction Générale du Matériel et de la Logistique
Action 2 : Sécurisation du patrimoine foncier national	Agence nationale du domaine et du foncier

2.5.2. Cartographie du programme et brève présentation du Responsable du Programme

2.5.2.1. Cartographie du programme

Directions Centrales, Techniques et Départementales/Régionales	ANDF - Agence nationale du domaine et du foncier DGML - Direction Générale du Matériel et de la Logistique
Organisme sous tutelle directe	
Organismes privés et ONGs subventionnées	
Projets PIP	
Projets Hors PIP	

2.5.2.2. Présentation du Responsable de Programme

Nom et prénom(s) : MAMAM Raoufou

Poste occupé : Directeur Général du Matériel et de la Logistique

2.5.3. Cadre de performance du programme

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Résultats attendus	Source de vérification	Hypothèses et conditions critiques
Objectif spécifique 1: Sécuriser le patrimoine foncier national	Proportion des titres fonciers délivrés dans les délais	Le foncier national est sécurisé	Rapport d'activités ANDF	Persistence des conflits domaniaux et fonciers
	Proportion de dossiers de demande d'inscription traités dans les délais			
Objectif spécifique 2: Améliorer le système de gestion des biens meubles et immeubles de l'Eta	Proportion des ministères et institutions mettant en oeuvre la comptabilité matières	le système de gestion des biens meubles et immeubles de l'Eta est amélioré	Rapports d'activité	
	Taux de variation des charges locatives		rapports d'activités	

2.5.4. Indicateurs de programme et leur évolution

Libellé de l'indicateur	Unité	Valeur référence	Historiques			Valeurs cibles		
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
PROGRAMME :030 - GESTION DES BIENS DE L'ETAT ET DU FONCIER								
Objectif stratégique : Optimiser la gestion des biens de l'Etat et du patrimoine foncier national								
Objectif spécifique : Sécuriser le patrimoine foncier national								
Proportion des titres fonciers délivrés dans les délais	%	50	-	-	-	50	50	50
SOURCE	:	Rapport d'activités ANDF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	ANDF						
OBSERVATIONS	:	Persistance des conflits domaniaux et fonciers						
Proportion de dossiers de demande d'inscription traités dans les délais	%	100	-	-	-	100	100	100
SOURCE	:	Rapport d'activités ANDF						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	ANDF						
OBSERVATIONS	:	Persistance des conflits domaniaux et fonciers						
Objectif spécifique : Améliorer le système de gestion des biens meubles et immeubles de l'Eta								
Taux de variation des charges locatives	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	rapports d'activités						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGML						
OBSERVATIONS	:							
Proportion des ministères et institutions mettant en oeuvre la comptabilité matières	%	-	-	-	-	-	-	-
SOURCE	:	Rapports d'activité						
STRUCTURE RESPONSABLE	:	DGML						
OBSERVATIONS	:							

2.5.5. Répartition triennale des dépenses (en FCFA)

NATURE ECONOMIQUE	REALISATION (LOI DE REGLEMENT)						CREDITS OUVERTS (LFI)	
	2020		2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	0	0	0	0	0	516 878 000	700 000 000	2 476 678 802
Personnel	0	0	0	0	0	256 904 000	0	305 514 802
Biens et services	0	0	0	0	0	35 000 000	0	946 190 000
Transfert courant	0	0	0	0	0	224 974 000	0	524 974 000
Investissements	0	0	0	0	0	0	700 000 000	700 000 000
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	700 000 000	700 000 000
Total des ressources	0	0	0	0	0	516 878 000	700 000 000	2 476 678 802
I- Ressources intérieures	0	0	0	0	0	516 878 000	700 000 000	2 476 678 802
Contributions budgétaires	0	0	0	0	0	516 878 000	700 000 000	2 476 678 802
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

NATURE ECONOMIQUE	CREDITS OUVERTS (LFI)		PROJECTIONS					
	2023		2024		2025		2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total des emplois	700 000 000	2 476 678 802	411 765 000	9 048 221 982	0	9 083 665 726	0	9 113 239 307
Personnel	0	305 514 802	0	607 057 982	0	642 501 726	0	672 075 307
Biens et services	0	946 190 000	0	916 190 000	0	916 190 000	0	916 190 000
Transfert courant	0	524 974 000	0	7 524 974 000	0	7 524 974 000	0	7 524 974 000
Investissements	700 000 000	700 000 000	411 765 000	0	0	0	0	0
Investissement exécuté par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	700 000 000	700 000 000	411 765 000	0	0	0	0	0
Total des ressources	700 000 000	2 476 678 802	0	9 048 221 982	0	9 083 665 726	0	9 113 239 307
I- Ressources intérieures	700 000 000	2 476 678 802	0	9 048 221 982	0	9 083 665 726	0	9 113 239 307
Contributions budgétaires	700 000 000	2 476 678 802	0	9 048 221 982	0	9 083 665 726	0	9 113 239 307
Prêts domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0
II- Ressources extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.6. Tableau d'évaluation financière (en FCFA)

Actions	2024						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
030001 - 030001-Gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat	607 057 982	916 190 000	0	0	0	0	1 523 247 982
030002 - 030002-Sécurisation du patrimoine foncier national	0	0	7 524 974 000	0	0	0	7 524 974 000
Total	607 057 982	916 190 000	7 524 974 000	0	0	0	9 048 221 982

Actions	2025						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
030001 - 030001-Gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat	642 501 726	916 190 000	0	0	0	0	1 558 691 726
030002 - 030002-Sécurisation du patrimoine foncier national	0	0	7 524 974 000	0	0	0	7 524 974 000
Total	642 501 726	916 190 000	7 524 974 000	0	0	0	9 083 665 726

Actions	2026						TOTAL
	Pers.	ABS	Tf.	DCA			
				RI	RE	Tf.	
030001 - 030001-Gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat	672 075 307	916 190 000	0	0	0	0	1 588 265 307
030002 - 030002-Sécurisation du patrimoine foncier national	0	0	7 524 974 000	0	0	0	7 524 974 000
Total	672 075 307	916 190 000	7 524 974 000	0	0	0	9 113 239 307

2.5.7. Evolution des emplois rémunérés affectés au programme

Catégorie	2020	2021	2022	2023	Justifications
A	25	25	25	25	
B	37	37	37	37	
C	21	21	21	21	
D	42	42	42	42	
E	0	0	0	0	
Total	125	125	125	125	

2.5.8. Rattachement des opérateurs publics au programme

CONCLUSION

Somme toute, le présent DPPD constitue le document de référence des stratégies et des actions à mener par le Ministère de l'Economie et des Finances pour le triennal 2024-2026.

Cet outil de programmation des interventions du MEF est en cohérence avec les stratégies nationales, elles-mêmes intégrant les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les actions retenues tirent leur fondement de la mission et des attributions du Ministère et surtout des priorités définies par le Gouvernement pour faire du Bénin un pays à économie prospère et compétitive.

Ainsi, les actions prioritaires envisagées pour la gestion 2024 s'énumèrent comme ci-après :

- la poursuite de l'élargissement de l'assiette de l'impôt ;
- la mobilisation stratégique des ressources ;
- le poursuite de la gestion en mode programme conformément à la LOLF ;
- la poursuite de la dématérialisation des procédures ;
- la maîtrise de la gestion du patrimoine de l'Etat et la sécurisation du foncier ;
- la poursuite de l'assainissement du secteur de la microfinance ;
- la construction d'infrastructures au profit de l'Administration centrale et des régies financières pour l'amélioration des conditions de travail et la couverture du territoire national.

L'évaluation des progrès engendrés par l'exécution du DPPD 2024-2026 du MEF sera réalisée à l'aide des principaux indicateurs présentés dans les cadres de performance des programmes présentés supra.